

## L'Ukraine exhortée à protéger une journaliste menacée en raison de ses reportages

le 14 Juillet 2020 par RFE/RL (Radio Free Europe/Radio Liberty) <https://www.rferl.org/a/ukraine-urged-protect-journalist-sergatskova-threats/30726275.html>



**La journaliste Kateryna Sergatskova**

Human Rights Watch (HRW) demande instamment aux autorités ukrainiennes d'enquêter sur les menaces de mort proférées à l'encontre d'une journaliste indépendante locale ayant écrit un article concernant l'influence présumée de groupes d'extrême droite sur un site web de vérification des faits, et de s'assurer qu'elle et sa famille sont en sécurité.

Kateryna Sergatskova a été prise pour cible dans des posts de médias sociaux où des personnes ont publié des informations personnelles la concernant, y compris des photos de son fils, a déclaré le 14 juillet l'organisation de surveillance basée à New York.

Sergatskova, co-fondatrice du média en ligne Zaborona, a déclaré à HRW qu'elle avait contacté un avocat pour déposer une plainte auprès de la police au sujet de ces menaces.

"Les journalistes ne devraient pas avoir à craindre pour leur vie à cause de ce qu'ils publient", a déclaré Hugh Williamson, directeur à HRW pour l'Europe et l'Asie centrale.

Williamson a appelé l'Ukraine à "défendre la liberté d'expression et à protéger" Sergatskova et d'autres "qui sont constamment pris pour cible pour leur travail légitime de journaliste".

Le 3 juillet, Zaborona a publié un article expliquant en détail de prétendues amitiés entre les dirigeants de groupes d'extrême droite ou néo-nazis et les directeurs de StopFake.org, un site web qui a pour objectif de mettre fin à la diffusion de fausses informations au sujet de l'Ukraine.

Dans l'article, des commentateurs et des journalistes - dont Christopher Miller, collaborateur de RFE/RL - ont laissé entendre que ces amitiés avaient influencé les choix éditoriaux de StopFake.

StopFake a rejeté ces affirmations, déclarant qu'elles faisaient partie d'une campagne de "harcèlement et d'intimidation de la part des médias pro-russes".

Dans le même temps, un journaliste ukrainien a publié la semaine dernière une photo de Sergatskova avec son fils de cinq ans, a donné des détails sur sa vie personnelle et a laissé entendre qu'elle travaillait pour les services de renseignements russes.

Suite à cette publication, des utilisateurs des médias sociaux ont menacé Sergatskova de mort et de violence physique

pour ce qu'ils ont qualifié de propagande pro-russe, et ont publié son adresse, ainsi que des photos de son domicile.

Il semble que le post ait été supprimé depuis, mais le journaliste en question a continué d'écrire des insultes et des mensonges au sujet Sergatskova, cette dernière a renoncé à sa citoyenneté russe pour devenir citoyenne ukrainienne en 2015.

Sergatskova a déclaré avoir déjà été victime de harcèlement en ligne, notamment en raison de ses reportages sur le travail des services de sécurité ukrainiens.

HRW a déclaré que le harcèlement en ligne, les menaces et la publication d'informations personnelles sur Internet concernant des journalistes ou d'autres personnalités perçues comme pro-russes sont devenus "plus fréquents et flagrants " depuis la prise de pouvoir par la force de la région de Crimée en Ukraine en 2014 par la Russie et les combats des séparatistes soutenus par la Russie dans l'est de l'Ukraine qui s'en sont suivis.

En 2016, le site ukrainien Myrotvorets a publié les noms et les données personnelles de centaines de journalistes et d'autres personnes qui tous avaient été accrédités par des groupes séparatistes qui contrôlent certaines parties des régions orientales de Donetsk et de Louhansk.

Selon HRW : "Peu de progrès ont été réalisés dans l'enquête criminelle qui a été ouverte en 2017 à propos de ce site web, en dépit de la pression publique continue" du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).